



L'Initiative canadienne de droit climatique salue la collaboration Trudeau-Biden pour améliorer la déclaration et la divulgation des risques climatiques

24 février 2021, Vancouver – L'Initiative canadienne de droit climatique (CCLI) salue l'engagement du premier ministre Trudeau et président Biden pour que les institutions financières publiques et privées travaillent ensemble pour faire avancer l'adoption de la divulgation des risques financiers liés au climat, y compris la réalisation d'une économie à zéro émission nette.

Cette annonce bilatérale renforce l'opinion de CCLI pour laquelle la divulgation des risques financiers liés au climat est un impératif nécessaire et urgent pour que les entreprises canadiennes demeurent compétitives et continuent d'attirer des capitaux alors que les sentiments des investisseurs à l'échelle mondiale et les réglementations évoluent vers une économie nette zéro. Les deux dirigeants se sont également engagés à travailler ensemble contre la concurrence déloyale qui pourrait inclure des mesures telles que des partenariats pour un ajustement tarifaire à la frontière du carbone qui permettrait d'éviter les « fuites de carbone » ou telles que la pratique consistant à éloigner la production de juridictions dotées de contrôles plus stricts du carbone. CCLI soutient les initiatives du gouvernement fédéral qui avancent l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les processus décisionnels des entreprises et fonds de pension de même que dans les rapports financiers.

CCLI fournit les outils et connaissances nécessaires aux conseils d'administration des entreprises et fonds de pension canadiens sur les derniers développements sur les risques et opportunités liés au climat. En plus de la recherche rigoureuse menée en collaboration avec des partenaires internationaux, à travers le programme d'experts en gouvernance climatique, CCLI travaille avec 70 des plus respectés et informés professionnels au Canada pour offrir des présentations gratuites aux administrateurs et fiduciaires pour les aider à naviguer le paysage changeant de la gouvernance climatique.

« On met de plus en plus l'accent sur la compétence des conseils d'administration à propos des changements climatiques. Nous savons que BlackRock, le plus grand actionnaire du monde, demande aux conseils d'administration d'être compétent en matière de climat et de fournir des plans crédibles qui démontrent comment leur modèle d'affaire va transitionner vers une économie à zéro émission nette. Cela demandera une énorme adaptation alors que les administrateurs sont aussi occupés à répondre aux impacts de la pandémie. CCLI offre les connaissances et ressources pour aider à développer un leadership fort et compétent dont le Canada a besoin pour réussir la transition vers économie nette zéro, » énonce Juvarya Veltkamp, Directrice, Initiative canadienne de droit climatique.



CCLI salue la mise en place d'un dialogue ministériel de haut niveau sur le climat pour harmoniser nos politiques et objectifs avec les États-Unis pour contrer la crise climatique. « Les risques financiers des changements climatiques ne sont pas du tout incertains, la seule incertitude est le moment de ces impacts. Ce qui est essentiel est de gérer efficacement ces risques et de s'engager dans une planification stratégique tournée vers l'avenir alors que le Canada s'oriente vers une économie nette zéro, » ajoute Dr. Janis Sarra, Principale Co-Investigatrice à CCLI. Il est donc important que le Canada travaille avec les États-Unis pour lutter contre les changements climatiques au niveau politique. La recherche juridique robuste de CCLI permet à l'équipe de proposer des recommandations politiques spécifiques qui peut aider à soutenir cette coopération internationale.

Les experts de l'initiative font des présentations aux administrateurs d'entreprise et fiduciaires de retraite pour renforcer leur gouvernance climatique. L'Initiative canadienne de droit climatique espère une plus grande collaboration entre les institutions financières publiques et privées canadiennes et américaines.

À propos de l'Initiative canadienne de droit climatique

L'Initiative canadienne de droit climatique (ICDC) est une initiative de recherche multi disciplinaires qui avance la compréhension de la gouvernance climatique à travers le Canada à travers la recherche, dialogue et le partage de connaissances. L'ICDC conduit des analyses légales rigoureuses et consulte un réseau national de 55 experts canadiens et canadiennes en gouvernance climatique pour partager des connaissances et outils en gouvernance aux conseils d'administration d'entreprises et de fiduciaires de retraite à travers le Canada. L'ICDC est mené par trois principales enquêtrices, Dr. Janis Sarra et Dr. Carol Liao de la Peter A. Allard School of Law de l'Université de Colombie-Britannique, et Professeur Cynthia Williams de Osgoode Hall Law School de l'Université de York.

Contact médiatique

Sonia Li Trottier

Chargée des communications

trottier@allard.ubc.ca